



**PRÉFET
DU CHER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général
Direction des collectivités locales
et de la coordination interministérielle**

Arrêté préfectoral complémentaire n° 2026-0805 du 10 juin 2026
adaptant les prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 2008.1.1148 du 28 février 2008
applicables à la société PURFER implantée sur le territoire
de la commune de la Chapelle-Saint-Ursin

Le préfet du Cher
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment ses titres 1^{er} et IV du livre V ;

Vu la nomenclature des installations classées annexée à l'article R. 511-9 du code de l'environnement ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, en particulier ses articles L. 121-1 et L. 122-1 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment son article 43 ;

Vu le décret du 14 février 2025 du Président de la République portant nomination de monsieur Mohamed ABALHASSANE, secrétaire général de la préfecture du Cher ;

Vu le décret du 22 octobre 2025 du Président de la République portant nomination de monsieur Philippe LE MOING SURZUR, préfet du Cher ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2008.1.148 du 27 février 2008 mettant à jour les prescriptions applicables à l'établissement « broyeur » exploité par la société RIC ENVIRONNEMENT, sis lieu-dit « les Chaumes », sur le territoire de la commune de la Chapelle-Saint-Ursin ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2012-DDCSPP-075 du 9 mai 2012 portant renouvellement d'agrément « centre VHU » pour la dépollution, le démontage ou le broyage de véhicules hors d'usage (broyeur) et d'actualisation de la situation administrative pour le site exploité par la société RIC ENVIRONNEMENT lieu-dit « Les Chaumes », sur le territoire de la commune de la Chapelle-Saint-Ursin ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2013-DDCSPP-036 du 18 février 2013 portant renouvellement d'agrément « centre VHU » pour la dépollution, le démontage ou le broyage de véhicules hors d'usage (broyeur) et d'actualisation des prescriptions applicables pour le site exploité par la société RIC ENVIRONNEMENT lieu-dit « Les Chaumes », sur le territoire de la commune de la Chapelle-Saint-Ursin ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2016-DDCSPP-192 du 25 juillet 2016 modifiant les conditions d'exploiter de l'installation de transit et broyage de déchets métalliques de la société BARTIN RECYCLING, située au lieu-dit « Les Chaumes », sur le territoire de la commune de la Chapelle-Saint-Ursin ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2025-1852 du 30 décembre 2025 accordant délégation de signature à monsieur Mohamed ABALHASSANE, secrétaire général de la préfecture, sous-préfet de l'arrondissement de Bourges ;

Vu le récépissé de changement de dénomination sociale délivré le 7 août 2013 à la société SAS BARTIN RECYCLING, suite à sa déclaration faisant connaître que la société SAS RIC ENVIRONNEMENT exploitant les installations situées lieu-dit « Les Chaumes » sur le territoire de la commune de la Chapelle-Saint-Ursin, est devenue la SAS BARTIN RECYCLING ;

Vu le récépissé de changement d'exploitant délivré le 15 novembre 2024 à la société Purfer suite à sa déclaration faisant connaître qu'elle a repris l'activité des installations situées allée des Italiens, zone industrielle Laburets sur le territoire de la commune de la Chapelle-Saint-Ursin, précédemment exploitées au nom de REVIVAL ENVIRONNEMENT ;

Vu le dossier de porter à connaissance déposé le 18 juillet 2024, complété les 5 mars 2025 et le 23 mars 2026, en préfecture relatif à la modification des conditions d'exploiter, au sein de l'établissement exploité par la société Purfer sur le territoire de la commune de la Chapelle-Saint-Ursin ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 27 avril 2026 ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral notifié au pétitionnaire par courriel le 6 mai 2026 ;

Vu l'absence d'observations de l'exploitant formulées par courriel le 5 juin 2026 ;

Considérant le projet de modifications apportées par l'exploitant à son mode d'exploitation ;

Considérant l'ajout de deux activités de tri transit de déchets non dangereux relevant du régime déclaratif ;

Considérant la mise à jour des scénarios incendie, la cession de terrains communaux au profit de la société Purfer, l'introduction de mousse dans le dispositif de broyage ;

Considérant que les modifications ne sont pas soumises à évaluation environnementale en application de l'article R. 122-2 du code de l'environnement ;

Considérant que les modifications ne sont pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour la commodité du voisinage, la santé, la sécurité publique ou l'environnement ;

Considérant qu'en application des dispositions de l'article R. 181-46 du code de l'environnement, ces modifications ne présentent pas de caractère substantiel ;

Considérant qu'il est nécessaire d'adapter les dispositions de l'arrêté préfectoral n° 2008.1.148 du 27 février 2008 modifié susvisé autorisant le fonctionnement de l'établissement susvisé, pour prendre en compte les modifications d'exploiter portées à la connaissance du préfet ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRÊTE

ARTICLE 1

L'arrêté préfectoral n° 2008.1.148 du 27 février 2008 mettant à jour les prescriptions applicables à l'établissement exploité par la société Purfer, sis Allée des Italiens, zone industrielle des Laburets sur le territoire de la commune de la Chapelle-Saint-Ursin (18570), dont le siège social est RD 147, quartier de la gare, à Saint-Pierre-de-Chandieu (69780) complété par les arrêtés préfectoraux complémentaires n° 2012-DDCSPP-075 du 9 mai 2012, n° 2013-DDCSPP-036 du 18 février 2013, n° 2016-DDCSPP-192 du 25 juillet 2016, n° 2018-DDCSPP-028 du 28 février 2018 et n° 2018-0796 du 26 juin 2019 est modifié et adapté par les prescriptions du présent arrêté.

ARTICLE 2

Les dispositions de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 27 février 2008 susvisé, relatives à la liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées, remplacées par les prescriptions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2016-DDCSPP-192 du 25 juillet 2016, sont modifiées par les dispositions suivantes :

Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime (*)
2791-1	Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations classées au titre des rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2783, 2794, 2795 ou 2971 La quantité de déchets traités étant supérieure ou égale à 10 t/j	Cisaillage, broyage et pré-broyeur	480 tonnes /jour	A
3532	Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE : - traitement en broyeur de déchets métalliques, notamment déchets d'équipements électriques et électroniques et véhicules hors d'usage ainsi que leurs composants	Cisaillage, broyage et pré-broyeur	480 tonnes /jour	A
2718-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 1313, 2710, 2711, 2712, 2717 et 2719.	batteries	25 tonnes	A
2712-1b	Installation de stockage, dépollution, démontage, découpage ou broyage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage (...)		200m ²	E
2710-1b	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets ; Collecte de déchets dangereux	batteries	2 tonnes	DC
2710-2b	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets ; Collecte de déchets non dangereux	Métaux ferreux et non ferreux	270 m ³	DC

2711-2	Installations de transit, regroupement ou tri de déchets d'équipements électriques et électroniques (...)	GEM HF (gros électroménagers hors froid) et petits appareils en mélange (PAM)	900 m ³	DC
2716-2	Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719 et des stockages en vue d'épandages de boues issues du traitement des eaux usées mentionnés à la rubrique 2.1.3.0. de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 2. Supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³	Transit et regroupement des DIB en mélange. • DIB : 162 m ³ Volume total susceptible d'être entreposé : 162 m ³	162 m ³	DC
2714-2	Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 2. Supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³	Transit, regroupement et tri des bois, cartons et plastiques triés. • Bois : 162 m ³ • Cartons et matières plastiques : 199 m ³ Volume total susceptible d'être entreposé : 361 m ³	361 m ³	D

A (autorisation) DC (déclaration avec au contrôle périodique) D(Déclaration)

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

ARTICLE 3

Les dispositions de l'article 1.2.2 (situation de l'établissement) sont remplacées par les dispositions suivantes :

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieu-dit suivants :

Commune	Parcelles	Lieu-dit
La Chapelle-Saint-Ursin	Section AI, parcelles n°20, 43, 58, 60, 62, 63.	Les Laburets

Article 4

Les dispositions de l'article 1.2.3 de l'arrêté préfectoral du 27 février 2008 susvisé, remplacées par les prescriptions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2016-DDCSPP-192 du 25 juillet 2016, sont remplacées par les dispositions suivantes :

L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :

- un atelier mécanique ainsi qu'un local de dépollution des véhicules hors d'usage en partie nord du site,
- un broyeur, et la grue de manutention l'alimentant,
- deux stocks séparés de déchets métalliques, représentant une surface totale de 1800 m² (stock A : ferrailles à broyer et ferrailles pré-broyées),
- un stock de 1 800 m² de déchets métalliques (stock B : ferrailles à broyer) en partie sud du site,
- un stock de 1 800 m² de déchets métalliques (ferrailles broyées),
- une cisaille à ferrailles,

- deux stocks de 900 m² chacun de déchets métalliques (stock C : ferrailles à cisailer et ferrailles cisailées),
- un stock de résidus de broyage automobile en partie ouest du site,
- un casier de stockage de 300 m² de DEEE en attente de broyage,
- une partie réservée à l'achat au détail de métaux ferreux et non-ferreux, et de batteries, en partie nord du site (parcelles cadastrales section AI n°20 et 43),
- un local abritant bureau, salle de réunion et vestiaires, situé à l'est du site,
- une alvéole de stockage temporaire de déchets non dangereux non inertes (DIB) (162 m³) de capacité unitaire de 9 mètres sur 6 mètres pour une hauteur maximale de stockage de 3 mètres,
- une alvéole de stockage temporaire de déchets de bois (162 m³) de capacité unitaire de 9 mètres sur 6 mètres pour une hauteur maximale de stockage de 3 mètres,
- une alvéole de stockage temporaire de déchets de cartons et de matières plastiques dans des bennes distinctes (199 m³) de capacité unitaire de 9 mètres sur 8,5 mètres pour une hauteur maximale de stockage de 2,6 mètres.

Les trois alvéoles décrites ci-dessus sont constituées de blocs en béton coupe-feu 2 heures sur 3,2 mètres de hauteur, non couverts et ouverts sur une face.

Ces trois alvéoles contiguës sont implantées le long de la voie d'accès .

Un plan en annexe I a cet arrêté localise les activités exercées sur le site.

Article 5

Les dispositions de l'article 6.2.2 (valeurs limites d'émergence) de l'arrêté préfectoral du 27 février 2008 susvisé, sont remplacées par les dispositions suivantes :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée incluant le bruit de l'établissement	Émergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés
Sup à 35 dB(A) et inf ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Article 6

Les dispositions de l'article 6.2.3 (niveaux limites de bruit) de l'arrêté préfectoral du 27 février 2008 susvisé, sont remplacées par les dispositions suivantes :

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

Périodes	Période de jour : de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	Période de nuit : de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible	70dB(A)	60 dB(A)

Au-delà d'une distance de 200 mètres des limites de propriétés, les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-dessus, dans les zones à émergence réglementée.

Article 7

Les dispositions de l'article 7.6.5 Règles de gestion des stockages en rétention de l'arrêté préfectoral du 27 février 2008 susvisé, sont remplacées par les dispositions suivantes :

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que les autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs installés en fosse maçonnée ou assimilés, et pour les liquides inflammables dans le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. À cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.

L'émulseur utilisé dans le broyeur est stocké sous abri des eaux météoriques et de telle sorte que le sol du dépôt est étanche ; ce stockage est associé à une capacité de rétention répondant aux prescriptions de l'article 7.6.3 de l'arrêté préfectoral du 27 février 2008 susvisé.

Le stockage de l'émulseur utilisé dans le broyeur dans un contenant en acier ordinaire est interdit.

ARTICLE 8

Les dispositions de l'article 7.7.3 de l'arrêté préfectoral du 27 février 2008 susvisé, sont remplacées par les dispositions suivantes :

L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

- une réserve d'eau de 1000 m³ équipée d'une aire d'aspiration conforme au règlement départemental de défense incendie du Cher, et équipées d'au moins un dispositif d'aspiration et d'une prise d'aspiration conformes aux normes en vigueur. Cette réserve dispose d'une plaque de signalisation pour prises et points d'eau conforme à la norme NF S61-221 (décembre 2017),
- L'aire d'aspiration dispose des caractéristiques suivantes :
 - accessibles en tout temps et toutes circonstances,
 - la surface de stationnement est de 32 m² minimum (8m x 4m pour un engin pompe),
 - la surface de stationnement est stabilisée selon les caractéristiques de résistance d'une « voie engin » (160 KN),
 - présence d'un dispositif de calage des engins (butée de sécurité d'une hauteur de 0,30 m minimum),
 - en mesure de permettre une longueur d'aspiration de 8m maximum,
 - son accès est constitué d'une voie conforme aux caractéristiques minimales de voies prescrites à l'article 7.3.1.2 de l'arrêté préfectoral du 27 février 2008 susvisé, elle est en permanence libre d'accès,
- une borne incendie alimentée par la réserve d'eau à proximité du broyeur et de la zone VHU, en mesure de fournir un débit minimum de 60 m³ par heure,
- un canon à eau sur la passerelle du broyeur, destiné à la défense incendie du système de broyage et alimenté par la réserve d'eau de 1000 m³,
- 20 cubitainers de capacité unitaire de 1m³ répartis autour du broyeur, ils sont accessibles en permanence par les agents du site,
- des robinets d'incendie armés,
- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets, 3 extincteurs à boule sont notamment répartis près du broyeur et autour des dépôts,
- des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles.

Les canalisations constituant le réseau d'incendie sont calculées pour obtenir les débits et pressions nécessaires en n'importe quel emplacement.

Les moyens propres de l'installation sont complétés par une borne incendie sur domaine public disponible à moins de 200 m de l'installation, l'exploitant s'assure annuellement auprès du gestionnaire du réseau de sa disponibilité (état et débit), ces données sont consignées par écrit.

ARTICLE 9

Les dispositions l'article de 8.1.1 (nature et origine des déchets) de l'arrêté préfectoral du 27 février 2008 susvisé, sont remplacées par les dispositions suivantes :

Les déchets admissibles sur l'établissement sont les suivants :

- Carcasses de véhicules hors d'usage,
- Déchets métalliques,
- Solides facilement inflammables (limaille, tournure, copeaux d'aluminium),
- Papier, carton,
- Plastiques,
- Bois,
- DIB en mélange,
- DEEE de type gros électroménagers hors froid (GEM HF),
- DEEE de type petits appareils en mélange (PAM).

Les déchets suivants sont interdits sur le site :

- les ordures ménagères (déchets fermentescibles issus des ménages),
- les déchets spéciaux ou toxiques et assimilés incluant :
 - les déchets urbains spéciaux(DMS),
 - les déchets industriels dangereux, à l'exception de ceux issus de la déconstruction automobile,
- les déchets d'activités de soins à risques infectieux (DASRI),
- les gravats,
- les déchets présentant l'une des caractéristiques suivantes : radioactifs, contaminé,
- les déchets d'amiante,
- les bouteilles de gaz, même présumées vides,
- les transformateurs contenant des PCB-PCT,
- d'une façon générale, les déchets non mentionnés dans les dossiers déposés par l'exploitant.

Il est interdit de faire transiter sur le site des déchets non refroidis dont la température serait susceptible de provoquer un incendie.

Il est interdit d'entreposer sur le chantier des explosifs, munitions, tous engins ou parties d'engins, matériel de guerre.

Lorsque dans les déchets reçus il sera découvert des engins, parties d'engins ou matériels de guerre, des objets suspects ou des lots présumés d'origine dangereuse, il sera fait appel sans délai à l'un des services suivants (l'adresse et le numéro de téléphone sont affichés dans le bureau du préposé responsable du chantier) :

- service de déminage (dans la mesure où le poids du lot n'excède pas une tonne),
- service des munitions des armées (terre, air, marine),
- gendarmerie nationale ou tout établissement habilité en exécution d'un contrat de vente ou de neutralisation.

ARTICLE 10

Les dispositions de l'article 8.1.2 de l'arrêté préfectoral du 27 février 2008 susvisé, remplacées par les prescriptions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2012-DDCSPP-075 du 9 mai 2012, sont remplacées par les dispositions suivantes :

La disposition d'entreposage de déchets sur le site est la suivante :

Type de déchets	Surface maximale de stockage	Hauteur maxi des stocks (m)	Quantité maximale sur site
Déchets métalliques en attente de broyage et pré-broyés (zone A)	1 800 m ²	8	4 000 tonnes
Déchets métalliques en attente de broyage (zone B)	1 800 m ²	8	4 000 tonnes
Déchets broyés non combustibles	1 800 m ²	8	4 000 tonnes
Déchets métalliques en attente de cisailage (zone C)	900 m ²	8	2 000 tonnes

Déchets métalliques cisailés (zone C)	900 m ²	8	2 000 tonnes
Déchets traités combustibles (RBA, stériles,	tas limités à 250 m ²	5	250 tonnes
Déchets de bois	54m ²	3	162 m ³
Déchets de plastiques et cartons (dans des bennes séparées)	76.5m ²	2,6 (hauteur des bennes)	199m ³
Déchets non dangereux non inertes (DIB)	54m ²	3	162m ³

L'organisation et l'aménagement des stockages doivent permettre de vérifier en toute circonstance le respect des capacités autorisées.

Les différents tas de stockage présents sur le site doivent être stables et garantir la sécurité des personnes à l'intérieur et à l'extérieur du site. »

Article 11

En application de l'article R. 181-44 du code de l'environnement :

1° une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de la Chapelle-Saint-Ursin et peut y être consultée ;

2° un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de la Chapelle-Saint-Ursin pendant une durée minimum d'un mois.

Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est adressé par les soins du maire ;

3° l'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Cher pour une durée minimale de quatre mois ;

Article 12

En application de l'article L. 181-17 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré, selon les dispositions de l'article R. 181-50 du code précité, auprès du tribunal administratif, 28 rue de la Bretonnerie, 45057 ORLÉANS Cedex 1 ou par l'application informatique Télécours accessible par le site internet : www.telerecours.fr :

1° par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui est notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois, à compter de :

- a) l'affichage en mairie pendant une durée minimale d'un mois
- b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le recours gracieux est adressé à monsieur le préfet du Cher - place Marcel Plaisant - CS 60022 - 18000 BOURGES CEDEX.

Le recours hiérarchique est adressé à madame la ministre de la transition écologique, de la biodiversité et des négociations internationales sur le climat et la nature - direction générale de la prévention des risques - Arche de La Défense - Paroi Nord – 92055 LA DÉFENSE CEDEX.

Conformément à l'article R. 181-51 du code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur de la décision (préfet du Cher) et à son bénéficiaire (société PURFER, RD 147, quartier de la gare, 69780 Saint-Pierre-de-Chandieu) à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité.

Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

Article 13

Le secrétaire général de la préfecture, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Centre-Val de Loire et le maire de la Chapelle-Saint-Ursin sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société PURFER.

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,



Mohamed ABALHASSANE

